

Note 1

Economie politique de la crise économique et sociale

Eléments de méthode et de politique

Vous avez ruiné nos vies, nous ne vous laisserons jamais détruire celles de nos enfants
(Paroles du Hirak)

Avertissement :

Cette note inaugure une série qui traite des questions économiques et sociales de l'Algérie aujourd'hui. A travers elle, je souhaite apporter ma lecture de ces faits, de leurs liens étroits, voire déterminants, avec les faits politiques. Ce travail de déchiffrement et de décodage s'inscrit clairement et explicitement dans le cadre du Hirak. Il n'est donc pas neutre, si tant est qu'on puisse l'être sur ce type de sujets. Il ambitionne, en puisant dans mon expérience pédagogique et de recherches, de contribuer à éclairer les citoyens mobilisés et à montrer les enjeux qu'ils sous-tendent.

La crise économique et sociale ? « Elle est conjoncturelle et non structurelle »¹, plastronnait encore en mai dernier le président désigné A. Tebboune. Il tente de faire accroire qu'elle serait de courte durée, passagère, et que son gouvernement va y venir à bout. Il donne, en fait, le sentiment d'un président hors-sol ou qui ne maîtrise pas ses dossiers.

Car la crise que subit aujourd'hui l'Algérie est la plus grave depuis son indépendance, en juillet 1962 . Elle dépasse celle qu'elle a connue au milieu des années 1980, qui a été à l'origine des manifestations d'octobre 1988, voire celle des années 1990, qui a contraint le gouvernement d'alors à adopter des mesures libérales anti-sociales dans le cadre des funestes [« programmes d'ajustement structurel »](#) sous la dictée du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (BM). Elle vient aggraver une crise structurelle antérieure tant au Hirak - ce mouvement de liberté et d'émancipation citoyenne qui a démarré en février 2019 - qu'à la pandémie de la Covid-19.

L'ensemble des signaux, indicateurs et rapports concordent pour alerter de la gravité de la situation économique et sociale que même le chef du gouvernement, contrairement à son président, ne nie plus : « *L'Algérie fait face à une situation économique difficile et inédite en raison de plusieurs facteurs : la crise structurelle héritée*

¹ <http://www.aps.dz/economie/104602-le-president-tebboune-la-crise-petroliere-est-conjoncturelle>

de l'ère Bouteflika, la chute des cours des hydrocarbures et enfin la crise du coronavirus », déclare-t-il récemment².

Pour leur part, nombre d'experts, de cercles divers et autres « conseillers du prince » marquent leur désappointement de ne pas avoir été écoutés par le pouvoir d'Etat. Nourris, pour la plupart, à la *doxa libérale* dominante, ce quasi lieu commun qui s'est imposé dans les médias et dans tous les espaces publics, y compris les universités et les grandes écoles. Ils partagent tous l'idée d'un désengagement de l'Etat et de la nécessité de réformes dites « structurelles ». Celles-ci devraient conduire à la réduction des dépenses sociales et des subventions, à la dévaluation monétaire, aux privatisations des actifs publics, entre autres - une orientation en décalage avec les analyses critiques des politiques libérales mises en œuvre depuis les années 1980 et qui ont confiné l'Etat à ses fonctions « régaliennes » (justice, sécurité et défense du territoire)³. Elle traduit une méconnaissance, voire un aveuglement idéologique, qui ne tient aucunement compte de la nature particulière de l'Etat algérien, ni de sa constitution, voire de son fonctionnement.

Le confinement disciplinaire, l'économicisme, ajoutent à la fragilité méthodologique de la démarche. Non que la question économique soit secondaire ou de moindre importance, mais qu'elle doit être intégrée dans une démarche pluridisciplinaire en lien avec les autres champs des sciences sociales et humaines. Nous avons, pour notre part, toujours privilégié l'approche en termes d'économie politique, faisant interagir les dynamiques politiques, les évolutions institutionnelles et le mode de développement économique - une approche qui permet de comprendre « l'absence de volonté de réformes »⁴ que manifeste le pouvoir en place depuis plus de quarante ans⁵.

Aujourd'hui, face à la crise multiforme et multidimensionnelle qui frappe le pays, avec son lot de déficits divers, de financements problématiques, de relance improbable et, surtout, d'aggravation de la situation sociale pour les catégories populaires, le pouvoir autoritaire et prédateur est dans l'impasse. Issu des mêmes filières qui ont dominé

² https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/10/coronavirus-l-algerie-face-a-une-situation-economique-difficile-et-inedite_6048580_3212.html

³ La crise financière de 2008 dite des « subprimes » avait déjà réhabilité pendant un temps les thèses de Keynes. La crise liée au COVID-19 fait dire Robert Boyer que « le temps est venu d'une coordination par l'Etat des circuits économiques permettant de traiter avec efficacité et célérité l'urgence sanitaire. », *Le Monde* du 27 mars 2020.

⁴ C'est ce qu'écrit, Raouf Boucekkine qui, dans une tribune publiée dans *le Monde* du 13 mars 2019, relate sa participation en 2015, à la demande du gouvernement algérien, à une *task force* chargée d'élaborer des réformes structurelles dans trois domaines jugés prioritaires : « le financement de l'économie (réforme bancaire, lancement des partenariats public-privé, réforme des marchés financiers...), la réforme de l'Etat social (en particulier la réforme du système de subventions) et la politique industrielle (afin de diversifier l'économie et d'augmenter sa capacité d'exportation hors hydrocarbures) ». Le rapport, « pourtant soutenu initialement par le premier ministre, a été enterré ».

⁵ Ahmed Dahmani, *L'Algérie à l'épreuve. Economie politique des réformes*, L'Harmattan et Casbah éditions, Paris-Alger, 1999.

l'Algérie depuis l'indépendance, nourri à la même culture politique et économique, en manque d'imagination et d'ambition pour le pays, il n'est guère qualifié pour le faire sortir de cette crise. En fait, il ne peut en aucune manière apporter la solution : il est un élément clé du problème de l'Algérie.

Le Hirak l'a bien compris en exigeant, dès ses premières mobilisations que le « Système dégage ! »⁶. Le mouvement pourrait, face à cette crise d'ampleur et de longue durée, reprendre l'initiative, sortir des agendas du pouvoir et élaborer, dans toutes les formes et les concertations qu'il se choisit, un nouveau pacte républicain de liberté, de démocratie et de justice sociale. Un pacte qui, tout en allégeant, à court terme, la charge de la crise sur les catégories populaires, inscrirait l'Algérie dans un projet innovant et mobilisateur autour du développement humain et des enjeux du XXI^e siècle : éducation, santé, maîtrise énergétique, sécurité alimentaire, eau, environnement ...

La présente note méthodologique d'économie politique sera suivie par d'autres. Celles-ci aborderont les différentes questions économiques et sociales de l'heure et la façon dont le pouvoir les appréhende et les traite. Elles se concluront - je devrais écrire qu'elles ouvriront - sur une note comportant des pistes, des ouvertures, voire des propositions ... Nous ferons en sorte que ces notes soient rédigées de la façon la plus accessible possible afin qu'elles puissent contribuer au débat sur le nouveau pacte républicain de liberté, de démocratie et de justice sociale tant espéré par les Algérien.ne.s.

Paris , 17 octobre 2020

Ahmed Dahmani est économiste, enseignant-chercheur à la retraite. Il a enseigné, en Algérie, à l'université de Tizi Ouzou puis à l'Université Paris-Sud, en France. Auteur de [L'Algérie à l'épreuve. Économie politique des réformes. 1980-1997](#) (Paris, L'Harmattan ; Alger, Casbah, 1999).

Site personnel : <http://www.ahmeddahmani.net/>

⁶<https://www.ahmeddahmani.net/ecrits-personnels/interventions-diverses/121-systeme-degage-contribution-au-decryptage-d-un-slogan>